

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 février 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ETABLISSEMENT**

PAPREC PLASTIQUES 38 (ex PRODHAG PLASTIQUES)  
424, rue Eugène Perrin  
38690 COLOMBE

Références : 2023-Is025T2

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 février 2023 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES au 424, rue Eugène Perrin, 38690 COLOMBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : PAPREC PLASTIQUES 38
- Adresse : 424, rue Eugène Perrin, 38690 COLOMBE
- Code AIOT dans GUN : 0010400067
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
n°2023-2 <b>vérifications périodiques</b>	point 6.2.6 de l'article 2 l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999		Lettre de suite préfectorale
n°2023-3 <b>Sécurité contre le risque incendie</b>	article 6.6 de l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999		Lettre de suite préfectorale

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
n°2023-1 Situation administrative	article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement N°2015 du 11 mai 2015		
n°2023-4 Dossier de porter à connaissance	Article R.122-2 du code de l'environnement et article R181-46 du code de l'environnement		

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- vérifications périodiques - Référence réglementaire: point 6.2.6 de l'article 2 l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999 – Délai 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Sécurité contre le risque incendie - Référence réglementaire: article 6.6 de l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999 – Délai 5 mois à compter de la date de la lettre de suite

Les autres dispositions contrôlées sont rappelées ci-après:

- Situation administrative - Référence réglementaire: article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement N°2015 du 11 mai 2015
- Dossier de porter à connaissance - Référence réglementaire: Article R.122-2 du code de l'environnement et article R181-46 du code de l'environnement

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle n°2023-1: situation administrative

**Références réglementaires :** article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement N°2015 du 11 mai 2015  
article 1<sup>er</sup>

Les prescriptions du point 1 de l'article premier de l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16 décembre 1999 sont remplacées par : la société PAPREC PLASTIQUES 38 est autorisée à exploiter dans l'enceinte de son établissement situé sur le territoire de la commune de Colombe, les installations répertoriées dans le tableau ci-dessous:

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux	50t/j	A
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	13500m <sup>3</sup>	E
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	70 m <sup>2</sup>	NC
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	30 m <sup>2</sup>	NC

**Constats :** L'exploitant a transmis un courrier daté du 5 août 2020 dans lequel il sollicite l'inspection des installations classées afin "de modifier l'article sus-mentionné de l'arrêté préfectoral n°2015 du 11 mai 2015 en ajoutant dans le tableau de la nomenclature des installations classées les rubriques 2661-2 et 2662 dans la mesure où l'activité de broyage à façon a toujours été réalisée sur le site et n'est donc pas une nouvelle activité, et dans la mesure où les rubriques 2661-2 et 2662 sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 1999." L'exploitant a par ailleurs l'intention de déposer un nouveau Porter à connaissance, car il compte demander un relèvement de sa limite d'autorisation pour les

rubriques 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux) et 2661-2 (Transformation de polymères) à 60t/j au lieu d'une activité à 50 t/j pour la somme de ces deux rubriques. L'exploitant a présenté un état des stocks le jour de l'inspection qui a fait apparaître un volume de plastique de 5878 m<sup>3</sup> (1738 tonnes) pour une limite fixée à 13500m<sup>3</sup>. Un stock de D3E de 14 m<sup>3</sup> pour une limite fixée à 70m<sup>3</sup>. Le stock de métaux était nul. Les constatations effectuées sont cohérentes avec cet état des stocks. Le tableau d'activité pourra être actualisé après instruction du nouveau porter à connaissance que l'exploitant prévoit de transmettre à l'inspection des installations classées.

**Avis de l'inspection des ICPE:** L'exploitant a précisé dans son courrier du 5/08/2020 "que certains rebus plastiques sont broyés puis retournés au client sans intention initiale de s'en débarrasser, qu'il ne s'agit donc pas pour ces rebus de déchets visés aux autres rubriques 27XX, mais bien de produits visés par les rubriques 266X". Il est nécessaire d'actualiser le tableau d'activités de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2015 mais celle-ci interviendra à réception du nouveau porter à connaissance que l'exploitant prévoit de fournir.

**Proposition de suites :** aucune

### Point de contrôle n°2023-2: vérifications périodiques

**Références réglementaires :** point 6.2.6 de l'article 2 (prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement) l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999

6.2.6 Vérifications périodiques: Les installations..., ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

#### **Constats :**

##### Vérification périodique des extincteurs:

L'exploitant a transmis une déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 relative à son parc extincteurs datée du 31/08/2022 (N4), ainsi qu'un procès verbal d'intervention sur son parc d'extincteurs datée du 05/04/2022 établis par la société Eurofeu Services et solutions.

##### Vérification périodique des RIA:

L'exploitant a transmis un procès verbal d'intervention du 05/04/2022 sur son parc de robinets d'incendie armés. Le rapport de contrôle établi par la société Eurofeu Services indique que les RIA n°1,7 et 12 présentent des fuites. Le jour de l'inspection les RIA rencontrés ne présentaient pas de fuites. Le rapport de contrôle de 2023 devra confirmer que le problème est résolu.

##### Vérifications des trappes de désenfumage

L'exploitant a transmis un rapport de contrôle des trappes de désenfumage établi par la société Eurofeu Services le 21/03/2022. Le rapport ne comporte aucune remarque.

##### Vérifications débits poteaux incendie

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des débits des poteaux incendie qui lui a été transmis par la Mairie de Colombe. Les mesures du 24/10/2022 n'ont pas été effectuées en simultané.

Les mesures indiquent que 4 des 5 poteaux incendie présentent un débits à 1 bar supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h (débits de 115, 120, 90 et 90 m<sup>3</sup>/h ).

##### Colonnes sèches

L'exploitant a fourni un rapport de contrôle daté du 25/04/2022 de la société EUROFEU SERVICES par mail du 28/03/202. Ce rapport indique la présence d'une fuite sur le réseau après mise en pression de la colonne sèche 2-2bis qui part du bassin de rétention des eaux pluviales jusqu'au site. L'exploitant a transmis un devis du 13/10/2022 de la société Eurofeu solutions d'un montant de 5164 euros TTC pour sa réparation.

**Avis de l'inspection des ICPE:** non conformité. L'exploitant doit s'assurer de posséder un parc RIA (cf rapport Eurofeu Services ) et des colonnes sèches en parfait état de fonctionnement.

**Proposition de suites :** lettre de suite préfectorale. Délai 3 mois

## Point de contrôle n°2023-3: Sécurité contre le risque incendie

**Références réglementaires :** article 6.6 de l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999

### 6.6 Divers

Les stocks de matières plastiques extérieurs seront limités à une hauteur de 5 mètres et séparés entre eux par des voies de circulation et des bâtiments d'une distance de 10 mètres.

Le PVC sera regroupé et stocké séparément.

Pour assurer le débit horaire de 300 m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures pour la défense incendie, il sera créé 2 réserves artificielles de 300 m<sup>3</sup>.

Les mesures suivantes seront mises en place avec le concours des sapeurs pompiers de Colombe et du chef de Centre de secours de Rives:

- Protection des réserves contre les risques de chutes accidentelles
- Accès et plate-forme stabilisée de 35m<sup>2</sup> minimum pour la mise en aspiration des engins des sapeurs pompiers
- Panneaux interdisant le stationnement devant les réserves incendies
- Protection thermique si possible devant les points de stationnement
- Interposer un rideau d'eau entre "Prodtag" et les citernes de gaz de la société "Armacentre" ou solliciter une convention avec cette dernière société pour la mise en oeuvre de la rampe de refroidissement si cette dernière existe sur le stockage de 3500 kg.
- Possibilités d'accès rapide à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures ou journées et en l'absence de toute présence permanente sur le site (un protocole précis devra être établi sur ce point).
- Des plans d'intervention "normalisés" (formats A4 et A3 seulement) devront obligatoirement être établis par la direction de l'établissement en concertation avec les services de la DDSIS et des sapeurs pompiers de Voiron.

Ces documents porteront les mentions principales suivantes:

- Sigles conventionnels reconnus par les sapeurs-pompiers: points d'eau notamment
- Codes des dangers et des matières (O.N.U)+ coloration "N.F.P.A" (consulter nos services)
- Consignes particulières d'extinction au besoin (eau prohibée, mousse uniquement, port de l'A.R.I. obligatoire, etc)
- Liste-synthèse des différents produits utilisés: (caractéristiques physico-chimiques et précautions à extraire des fiches de données – quantités stockées)
- Différents échelons d'intervention des services publics sous l'autorité du commandant du groupe n°3, Chef du centre de Secours de Voiron
- Plans avec tracés des zones de rayonnement thermique 3KW/m<sup>2</sup> et 5KW/m<sup>2</sup>.

En tout état de cause, un exemplaire de ces éléments de répertoriage des risques et de préparation à l'intervention devra être transmis à la DDSIS dans les meilleurs délais possibles.

### Constats :

Les deux réserves incendie artificielles de 300 m<sup>3</sup> prescrites par l'arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999 n'ont pas été construites. L'exploitant a indiqué qu'il dispose à la place d'une réserve d'eau d'une capacité de 1200 mètres cubes (cf ci-dessous) et de poteaux incendie proches de son site.

#### Réserve incendie de 1200 mètres cubes:

L'exploitant possède un bassin eau rétention eaux pluviales de voiries qui sert pour la sécurité incendie. Il a transmis un document de la société SACER datant du 17/12/1999 qui atteste du calcul du volume du bassin de 1200 m<sup>3</sup>. Ce bassin est cloturé mais l'exploitant a indiqué qu'il doit installer une jauge de niveau car il n'est pas en mesure de connaître le volume exact d'eau qu'il contient sans ce dispositif. En cas d'absence de précipitations la capacité en eau d'extinction diminue (évaporation). Les panneaux interdisant de stationner sont manquants devant la réserve d'eau de 1200 m<sup>3</sup>/h.

#### Poteaux incendie

Quatre poteaux incendie présentent un débit à 1 bar supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h (débits de 115, 120, 90 et 90 m<sup>3</sup>/h). La somme des mesures des débits ne peut être effectuée car les mesures n'ont pas été effectuées en simultané. L'exploitant doit effectuer de nouvelles mesures en simultané sur les

poteaux incendie proches de son site.

#### Plan ÉTARÉ

L'exploitant indique que les numéros de téléphone de contact et le nom de la société mentionnés sur le plan étaré datant du 30/07/2014 ne sont plus à jour.

#### Accès des pompiers

L'exploitant n'a pas transmis de protocole précis concernant les possibilités d'accès rapide à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures ou journées et en l'absence de toute présence permanente sur le site.

#### Plans

Les plans avec tracés des zones de rayonnement thermique de 3KW/m<sup>2</sup> et 5KW/m<sup>2</sup> n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection.

#### Protocole d'accès rapide à l'intérieur de l'établissement

un protocole précis devra être établi afin de décrire les possibilités d'accès rapide à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures ou journées et en l'absence de toute présence permanente sur le site (absence de protocole disponible le jour de l'inspection).

Les autres points du 6.6 non repris ci-dessus sont conformes. À noter que les citernes de gaz de la société "Armacentre" n'existent plus.

**Avis de l'inspection des ICPE:** L'exploitant doit faire réaliser des mesures des débits aux poteaux en simultané afin de pouvoir justifier de la disponibilité des 300m<sup>3</sup>/h pendant 4h pour la défense incendie de son site. Dans l'hypothèse où celle-ci ne serait pas atteinte avec uniquement l'utilisation des poteaux incendie, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de s'assurer que la réserve d'eau incendie de 1200 m<sup>3</sup> contienne suffisamment d'eau (à commencer par la pose d'une bache blanche pour limiter l'évaporation et préserver un maximum d'eau de l'évaporation afin d'assurer à tout moment la disponibilité des 300m<sup>3</sup>/h pendant 4h pour la défense incendie. L'exploitant doit par ailleurs mettre une jauge de niveau dans la réserve d'eau de 1200 m<sup>3</sup>/h et faire apposer des interdictions de stationnement devant le portail d'accès à la réserve d'eau de 1200 m<sup>3</sup>/h. Il doit transmettre un protocole précis concernant les possibilités d'accès rapide à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures ou journées et en l'absence de toute présence permanente sur le site. Il doit aussi actualiser son plan ÉTARÉ conformément à l'article 6.6 de son arrêté préfectoral n°99-9181 du 16/12/1999 notamment avec des plans et tracés des zones de rayonnement thermique 3KW/m<sup>2</sup> et 5KW/m<sup>2</sup>.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral complémentaire pourra actualiser les moyens de défense incendie sur la base du plan ETARE (du dossier de défense stratégique élaboré en coopération avec le SDIS) de 2015. Cela pourra intervenir après réception du porter à connaissance d'extension annoncé (cf constat n°2023-1)... d'autant que le PAC extension à venir est de nature à modifier encore les moyens de défense incendie.

**Proposition de suites :** lettre de suite préfectorale. Délai 5 mois

#### **Point de contrôle n°2023-4: dossier de porter à connaissance**

**Références réglementaires :** Article R.122-2 du code de l'environnement et article R181-46 du code de l'environnement

**Constats :** l'exploitant a déposé par mail du 8/02/2023 un dossier de porter à connaissance pour un projet d'extension d'environ 607 m<sup>2</sup> d'un bâtiment d'exploitation. Il s'agit de couvrir la zone dédiée au stockage des matières plastiques réceptionnées sur le site en bennes et FMA. Le Porter à connaissance indique que la modification présentée dans le présent porter à connaissance n'apporte pas d'impact ni de danger supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Les modifications ne sont pas substantielles.

**Avis de l'inspection des ICPE:** l'extension envisagée ne dépasse pas le seuil de 10000 m<sup>2</sup> fixé

au R.122-2 pour les projets soumis à examen au cas par cas. Le porter à connaissance du 8 février 2023 va faire prochainement faire l'objet d'une instruction.

**Proposition de suites :** aucune